

Véri-CGT

LE BULLETIN D'INFORMATION DU SYNDICAT CGT-MAE - N° 16 - MARS 2026



Nous contacter :

cgt.mae@diplomatie.gouv.fr

Paris - Invalides, bureaux 4251 & 4254 (tél. : 01.53.69.36.71)

Paris - Convention, bureau 19 (tél. : 01.43.17.64.56)

Nantes - Breil I, bureaux 326 & 327 (tél. : 02.51.77.35.16)

Nantes - Breil IV, bureau R10 (tél. : 02.51.77.20.95)

Et aussi www.cgt-mae.fr
et sur LinkedIn
[CGT Affaires étrangères](https://www.linkedin.com/company/cgt-affaires-etrangeres)

CONTRIBUTEURS :

Patrick GAUD
Riad HAMROUCHI
Valérie JACQ
Franck LAVAL
Enzo RUSSO

CRÉDITS PHOTOS :

Page 1 : Franck LAVAL
(montage IA)
Page 2 : Franck LAVAL, Valérie JACQ,
Page 3 : FIOM
Page 4 : FIOM.



I.R.E. :

Sometimes it needs to be reformed, for sure !

Vous nous avez très sûrement déjà lus ou entendus sur le sujet : la CGT-MAE dénonce depuis longtemps le Front uni du *statu quo* en matière d'indemnités de résidence à l'étranger (IRE). C'est d'ailleurs l'une des résolutions cœur de notre dernier congrès (mai 2024).

Au dernier CSAM (comité social d'administration ministériel) de décembre 2025, nous avons assisté à une étrange parade : la quasi-totalité des organisations syndicales et l'administration se sont mutuellement félicitées de leur collaboration avec des politiques de tout bord pour repousser la nouvelle menace de leur fiscalisation. Ils se sont promis de rester bien vigilants et ont finalement soufflé : « *Nous avons échappé au pire, ouf, tout peut rentrer dans l'ordre.* »

Mais non ! Du tout ! **Ainsi, on ne propose que de préserver les inégalités profondes sur lesquelles reposent le système** : entre contractuels et titulaires mais aussi entre catégories. Et n'en doutons pas : en multipliant les attaques, le couperet de la fiscalisation ne fait que s'affûter. Même si l'on peut poser des patches sur un [décret de 1967](#) cacochyme, on ne pourra pas traiter, par exemple, le calcul inique du supplément familial de traitement (SFT), un-e conjoint-e d'agent-e C continuera à « valoir » jusqu'à moitié moins qu'un un-e conjoint-e d'agent-e A+.

Des gros mots circulent et l'on nous accuse de penchants égalitaristes. Eh bien, en la matière, osons le dire : c'est bien vrai ! **Même pays, même SFT indépendamment de la catégorie de l'agent. Même travail, même rémunération ; même pays, même prime d'expatriation ; et une prise en charge identique du coût réel de la résidence à l'étranger, de la scolarisation, etc.**

Et des impôts ? Oui, si nous cotisons pour la retraite sur la partie imposable !

Pour amener au débat ceux qui profitent de ces inégalités, nous avons besoin du nombre. Et pour affûter nos arguments, **la CGT-MAE vous propose deux rendez-vous** successifs : en début de printemps **une enquête sur votre refonte du système des IRE**, puis, avant l'été, **un webinaire de synthèse**, afin d'aiguiser les critiques et de cuirasser les propositions.

Écrivez-nous, venez nous voir, [adhérez](#) !

PATRICK GAUD - FRANCK LAVAL

NOTES DE LECTURE



À lire : un livre qui décrit la façon dont l'État a permis aux multinationales et aux milliardaires de démultiplier leurs profits au frais des finances publiques.

Ce hold-up du siècle commis via l'optimisation fiscale et les aides sans contreparties aux grosses entreprises ne constituera pas franchement une découverte pour un cégétiste déjà convaincu. Mais ce livre, écrit par des journalistes ayant pignon sur rue, constitue un bel outil, plutôt didactique et étayé, afin de démonter le discours dominant sur l'origine du déficit public. Les assistés qui mettent en péril le système ce ne sont pas les *usual suspects* désignés à longueur de journée par *Cnews & cie*, mais les plus grosses fortunes de France qui rincent leurs actionnaires avec de l'argent public.



CONTRIBUEZ À VÉRI-CGT !

Votre syndicat ouvre toujours ses colonnes à ses adhérents et sympathisants sous la forme d'une « *Tribune libre* » de plus ou moins 300 mots.

Nos 3 vœux de bienvenue au nouveau S.G.



LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MEAE, MARTIN BRIENS, A RÉUNI LES ORGANISATIONS SYNDICALES POUR LA PREMIÈRE FOIS LE MOIS DERNIER. L'OCCASION POUR LA CGT-MAE DE LUI ADRESSER TROIS VŒUX DE BIENVENUE :

- **Une exigence de transparence et de respect déontologique.** L'actualité internationale nous rappelle en effet « qu'en poste », il est parfois plus aisé de se laisser aller à des comportements pénalement condamnables, qu'ils relèvent des violences faites aux femmes ou de la corruption.

- **Un souhait de renforcement du dialogue social.** Trop souvent, nous constatons, en poste, des tentatives d'intimidation, voire des représailles, sur des représentants du personnel.

- **La fin des arbitrages budgétaires inégaux.** Nous constatons qu'au-delà des restrictions que nous connaissons tous et que la CGT/MAE dénonce, les arbitrages budgétaires profitent souvent aux cadres ++ ou à des projets prestigieux, beaucoup moins à l'ensemble du personnel.

1^{er} mai : attention, symbole !



Dans le contexte du [report d'une proposition de loi qui a fait l'actualité](#) ces dernières semaines, la CGT a interpellé le DRH sur le statut du 1^{er} mai dans la NDI de cadrage sur les jours fériés dans les postes (n°2025-0414996).

Il y est en effet précisé que « *depuis la loi de finances n°2022-1723 (...) le 1^{er} mai n'est plus un jour obligatoirement chômé dans la Fonction publique. Les postes peuvent donc décider de ne pas inclure le 1^{er} mai dans la liste de leurs jours fériés.* »

Après enquête, il semble que le MAE soit la seule administration d'État à adopter cette lecture assez restrictive sur ce jour très symbolique qu'est le 1^{er} mai et qu'il y peut-être confusion entre jour « férié » et jour « chômé ».

Face à la première réponse de l'administration, selon laquelle le 1^{er} mai n'est plus « nécessairement » chômé, nous maintenons [notre argumentation](#) et la ferons soutenir par notre fédération ; on ne joue pas impunément avec un symbole !

NOUS OUVRONS DANS CE NUMÉRO UNE NOUVELLE RUBRIQUE DE PRÉSENTATION DE CAMARADES EUROPÉENS. AUJOURD'HUI, LA FIOM-CGIL ITALIENNE ET LE TRAVAIL QU'ELLE MÈNE POUR COORDONNER AU NIVEAU DE L'UE LES SALARIÉS DE SON SECTEUR D'ACTIVITÉ : LA MÉTALLURGIE.

UN MÊME SECTEUR D'ACTIVITÉ, ÉPARpillÉ SUR LE CONTINENT ? VOILÀ QUI RESSEMBLE BEAUCOUP À NOTRE RÉSEAU ET SES NOMBREUSES ANTENNES... NOUS AVONS BEAUCOUP À APPRENDRE DE LEUR TRAVAIL !

(PART 2/2)



www.fiom-cgil.it

FIOM-CGIL

Federazione Impiegati Operai Metallurgici

Federazione Impiegati Operai Metallurgici

Les activités internationales de la FIOM de Gênes

En 2017, la FIOM de Gênes a ouvert un nouveau front d'action en lançant son propre bureau international. L'historien français Fernand Braudel a décrit Gênes comme un « *sismographe sensible qui enregistre chaque vibration du vaste monde* ». Cette affirmation est d'une grande actualité, compte tenu du tissu industriel fortement internationalisé de la ville. Il suffit de penser à son industrie la plus importante dans le secteur des transports : le port de Gênes, mais pas seulement. La plupart des entreprises mentionnées ci-dessus dans cet article sont des multinationales opérant sur le marché mondial.

En Europe, où un marché du travail unique existe depuis des années, il serait illusoire de penser que les conditions de travail dans ces entreprises pourraient être efficacement protégées par une vision nationale à courte vue. En 2018, ArcelorMittal, alors premier groupe sidérurgique mondial, a acquis Ilva, une aciérie implantée à Gênes employant environ 1 200 personnes. Les délégués de la Fiom, majoritaire au sein du conseil d'usine, ont immédiatement ressenti le besoin d'entrer en contact avec les représentants syndicaux des usines européennes de ce géant mondial afin de

discuter de leurs conditions de travail et de rémunération au sein des différentes usines, ainsi que de leurs expériences de lutte. Nous avons donc invité à Gênes plusieurs syndicalistes et délégués d'IG Metall à Brême, clarifiant d'emblée notre position : une action syndicale commune en Europe doit nécessairement commencer par une discussion entre les délégués syndicaux des entreprises implantées dans toute l'Europe, afin de mettre en place, lorsque les conditions s'y prêtent, une coordination européenne des conseils d'usine. Au départ, il a été difficile de faire passer cette approche à nos interlocuteurs. On nous a presque toujours dit qu'il existait déjà des organisations syndicales européennes, comme IndustryAll et les comités d'entreprise européens. C'est vrai, et nombre d'entre nous, en raison de nos fonctions syndicales, assistons à ces réunions. Mais nous leur avons expliqué qu'organiser des réunions avec des délégués d'une même entreprise, mais d'usines situées dans différents pays, pour discuter de leurs conditions économiques, professionnelles et d'emploi, était une toute autre affaire. Non sans difficultés, nous avons réussi à créer une Coordination européenne des conseils d'usine de la sidérurgie, initialement avec des délégués italiens et allemands. Nous avons commencé par IG Metall, non pas tant par affinité avec son modèle syndical – la FIOM ne partage pas le modèle de cogestion du syndicat allemand – mais parce que nous sommes conscients que toute tentative de création d'une structure syndicale internationale sur notre continent serait vouée à l'échec sans la participation du syndicat le plus puissant et le mieux organisé d'Europe. Nous avons ensuite abordé cette question avec les délégués de la



CGT d'ArcelorMittal à Fos-sur-Mer, lorsque nous les avons rencontrés pour leur proposer d'adhérer à la Coordination européenne des conseils d'usine de la sidérurgie.

À cette occasion, les délégués italiens et français présents à la réunion se sont immédiatement retrouvés sur la même longueur d'onde, discutant et échangeant leurs points de vue sur les salaires, les horaires et les quarts de travail, ainsi que les conditions de sécurité dans l'usine. Ils ont démontré concrètement que c'était la bonne voie pour commencer à discuter ensemble de la manière d'améliorer les conditions de travail et de mieux nous défendre contre les attaques de nos adversaires de classe, entravant ainsi les pratiques quotidiennes qui alimentent les divisions entre les travailleurs des différents sites, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. En septembre 2022, nous avons entrepris un parcours similaire avec les délégués des Comisiones Obreras et des conseils d'usine d'ArcelorMittal à Aviles et Gijón, dans les Asturies, où nous avons constaté les mêmes affinités lors des discussions. Après leur adhésion au Comité de coordination européen, les relations qui se sont développées entre ces délégués italiens, français et espagnols nous ont permis de produire conjointement plusieurs déclarations anti-guerre. Le récent retrait complet d'ArcelorMittal d'Italie et de l'actionnariat d'Acciaierie d'Italia a ralenti, sans toutefois interrompre, nos rencontres avec les délégués des conseils d'usine allemands, français et espagnols, avec lesquels nous poursuivons nos échanges sur la situation difficile de l'industrie sidérurgique européenne. Parallèlement à cette expérience importante, le bureau international a organisé des réunions avec des conseils d'usine du secteur de la construction navale (Fincantieri, STX, Navantia) et a développé une collaboration dans le secteur des ingénieurs et des techniciens avec IG Metall de Wolsburg, qui collabore depuis des années avec la FIOM d'Émilie-Romagne

en Italie dans le secteur automobile, où Volkswagen possède Lamborghini et Ducati.

Cette expérience intéressante nous a permis d'approfondir nos expériences mutuelles en matière de syndicalisation des salariés les plus qualifiés. Dans ce domaine, nous avons également organisé des réunions avec des délégués d'Airbus Brême, de Toulouse et du pôle technologique de Sophie Antipolis. De nombreuses discussions tenues lors de ces réunions ces dernières années sont rapportées dans le Bulletin international de la FIOM de Gênes, qui héberge les opinions parfois contradictoires entre les délégués et les responsables des syndicats respectifs, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder des questions sensibles telles que le protectionnisme, les tarifs douaniers et les positions sur le réarmement européen et la guerre.



Mais un débat sur ces questions est inévitable dans la période de plus en plus troublée que nous traversons ; la mission du syndicat de classe est aussi d'« ouvrir des fenêtres sur le monde » et de rappeler à tous les travailleurs qu'ils appartiennent à une classe internationale partageant les mêmes intérêts sur toute la planète.

C'est le chemin difficile que la FIOM de Gênes a décidé de suivre avec passion et détermination.

Rejoindre la CGT-MAE

Téléchargez le bulletin d'adhésion et les barèmes de cotisation sur notre site :

<http://www.cgt-mae.fr/Adherer>